

Le COMPLOT palestinien de septembre 2011

Exercice de simulation

Shmuel Trigano

Professeur des Universités

Les choses commencent à se préciser.

Nous savions déjà que le projet de l'Autorité palestinienne de déclarer unilatéralement l'Etat de Palestine dans les frontières de 1967, en septembre prochain, était coordonné avec un ensemble de manifestations internationales à New York – Durban III, l'Assemblée générale de l'ONU, la réunion du Conseil de sécurité – pour en être l'apothéose.

La demande qu'a formulée, le 10 avril 2011, auprès du Conseil de sécurité, le président de la Ligue arabe, Amr Moussa, de décréter une zone d'exclusion aérienne au dessus de Gaza, pour empêcher les représailles d'Israël, ne laisse plus de doute sur le coup monté qui vise à établir un parallèle entre les « Palestiniens en danger » et les Libyens en danger au point que « la communauté internationale » intervienne pour les sauver. En Europe, des voix accréditant cette comparaison commencent à se faire entendre¹...

Un exercice de simulation

Il est important de se livrer à une simulation du processus que l'Autorité Palestinienne projette de déclencher pour en mesurer les tenants et aboutissants. La simulation est une méthode couramment employée dans l'analyse stratégique, quand il s'agit de simuler une situation de crise pour savoir comment on réagi-

rait et devrait réagir en telle et telle circonstance. C'est un exercice purement théorique qui élabore des modèles de comportement prêts à être mis en acte pour répondre à certains types de défis prévisibles.

Le scénario (très catastrophique pour Israël : c'est la condition d'un tel exercice pour prévoir toutes les éventualités) que je propose ici, sous la forme d'une chronologie *imaginaires*, est en effet de l'ordre du possible. L'intention de la politique des Palestiniens, tous courants confondus, l'accrédite. Elle est clairement reconnue par eux, comme l'avoue le « ministre des Affaires étrangères » de l'Autorité Palestinienne, M. El Maliki². C'est dire que, même si les événements envisagés sont théoriques, ils s'inscrivent dans la doctrine stratégique globale de l'OLP, elle, très réelle, depuis 40 ans, et définie comme « le plan par étapes ». Il prévoit la destruction progressive d'Israël au fur et à mesure de l'évolution du rapport de forces, en combinant actes de négociation politique et actes militaires. De nombreux chercheurs l'ont déjà bien analysée.

Les événements réels de septembre

Si la crise dont j'ai simulé le déroulement imaginaire ; les circonstances dont elle serait le produit ne sont elles, absolument pas imaginaires. Ce n'est pas un hasard si cet acte unilatéral de l'Autorité Palestinienne, la déclaration d'indépendance, a été programmé pour cette date-là. L'environnement international d'alors lui sera favorable. Durban III accusera Israël d'être un Etat raciste pratiquant l'apartheid. L'Assemblée générale, gouvernée par les diktats de l'Organisation de la Conférence Islamique, forte d'une soixantaine d'Etats et donc faisant et défaisant les majorités, votera la reconnaissance du nouvel Etat en vertu de la procédure « S'unir pour la paix » datant d'un précédent de 1950 (du temps de la guerre de Corée quand le Conseil de sécurité était bloqué), même si c'est le Conseil de sécurité seul qui peut lui conférer le statut d'Etat-membre de l'ONU. Elle remettra le rapport Goldstone sur la table de ce même Conseil pour donner une suite juridique aux accusations de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre qu'il formule contre Israël.

Une première étape sur cette voie a été franchie avec le certificat que l'Union européenne a récemment donné à l'Autorité Palestinienne pour confirmer sa capacité (économique et institutionnelle) à fonctionner comme un Etat, ce qui équivaut à une sorte de pré-reconnaissance officielle qui encouragera de nombreux Etats à faire de même. A l'heure actuelle, on dénombre 110 pays à avoir reconnu cet Etat encore fictif. Ce concours de circonstances, notamment la planification pour cette date de Durban III et de la déclaration, éclairent rétroactivement la finalité de la campagne mondiale de boycott d'Israël pour « apartheid » qui fait rage depuis de nombreux mois. Ce mensonge énorme, surfant sur la désinformation

courante des médias à propos de la situation en Israël et dans le monde arabe, vise en fait à préparer l'opinion publique mondiale à soutenir la déclaration d'indépendance palestinienne, en lui conférant un cachet moral et humanitaire entraînant l'assentiment mondial. L'apothéose de cette accusation sera bien entendu la conférence de Durban III. Il suffira de provoquer des attentats sanglants et des émeutes pour que la France et l'Angleterre proposent d'intervenir sur le terrain afin de séparer les protagonistes. Cela est aussi programmé par les Palestiniens pour précipiter les choses : à l'occasion de la conférence annuelle sur la lutte palestinienne, un dirigeant de l'Autorité Palestinienne a ainsi déclaré qu'une troisième Intifada pourrait être lancée en septembre 2011, « le peuple Palestinien étant encouragé par les révoltes populaires du Moyen-Orient ».

Le scénario catastrophe

21 septembre 2011 : ouverture de la conférence de Durban III à New York. Dès la première séance, l'assemblée unanime condamne le régime d'apartheid israélien

25 septembre 2011 : Ouverture de la 66^{ème} Assemblée générale de l'ONU. Le bloc mené par l'Organisation de la Conférence Islamique met à l'ordre du jour la demande du Conseil des droits de l'homme d'intervenir auprès du Conseil de sécurité pour qu'il mette en œuvre les recommandations du rapport Goldstone et engage une action devant le Tribunal Pénal International.

27 septembre 2011 : Lors de la réunion du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU remet un rapport examinant le suivi des recommandations du Rapport Goldstone sur la situation à Gaza.

28 septembre 2011 : l'Autorité Palestinienne de concert avec le Hamas avec lequel elle s'est réconciliée en mai 2011 déclare l'indépendance de l'Etat de Palestine.

29 septembre 2011 : l'Assemblée générale de l'ONU reconnaît ce dernier à une majorité écrasante comme un membre de l'ONU, même si elle n'est pas habilitée à le faire. Tous les pays d'Amérique latine, de la Ligue arabe et de l'Union Européenne lui emboîtent alors le pas. A l'annonce de cette déclaration, une effervescence embrase les territoires palestiniens. Des foules menaçantes se massent devant les villages israéliens des Territoires et tentent de forcer les checkpoints. C'est le premier jour de Rosh Hashana, le Nouvel an juif.

30 septembre 2011 : deuxième jour de Rosh Hashana. La situation est très tendue dans la capitale israélienne, proclamée capitale de l'Etat de Palestine. Une pluie de pierres s'abat sur les fidèles du Kotel tandis que des manifestations arabes secouent les quartiers Est. L'Organisation de la conférence islamique accuse Israël de vouloir détruire la mosquée El Aksa. De violentes manifestations secouent le monde arabe, comme si elles avaient été programmées. Le pape demande le

respect des lieux saints de l'islam et du christianisme, comme le Vatican l'avait fait par le passé.

1^{er} octobre 2011 : Israël déclare l'annexion unilatérale des blocs d'établissements israéliens en Cisjordanie, comme il l'avait annoncé dès le printemps 2011, en cas de déclaration unilatérale palestinienne.

1^{er} octobre 2011 : le président égyptien, récemment élu, El Baradei dénonce le traité de paix avec Israël et envoie des troupes dans le Sinaï. Depuis mars 2011, un sondage réalisé par le Pew Research Center avait révélé que 54% des Égyptiens étaient en faveur de l'annulation du traité de paix avec Israël. La Turquie rompt ses relations avec Israël. Israël mobilise son armée pour faire face à la menace égyptienne.

2 Octobre 2011 : des manifestations violentes secouent les quartiers Est de Jérusalem isolant du reste de la ville les secteurs juifs, soumis aux tirs de snipers palestiniens. La ville de Maale Haadoumim, à l'est de Jérusalem est assiégée. L'armée israélienne force le blocus : on relève 30 morts palestiniens. JCall appelle Israël à se retirer des territoires et demande à l'Europe d'intervenir pour arrêter le bain de sang.

3 octobre 2011 : des attentats frappent la synagogue de la Victoire à Paris et l'antique synagogue sépharade de Bevis Marks de Londres.

4 octobre 2011 : L'Etat de Palestine émet une plainte devant le Conseil de sécurité pour occupation illégale de son territoire par un Etat étranger : à Jérusalem-Est et en Cisjordanie Israël s'est mis hors-la-loi internationale puisque ces territoires sont désormais ceux d'un Etat de l'ONU. Les Etats Unis d'Obama n'opposent pas leur veto à la résolution condamnant Israël, à qui le Conseil de sécurité demande de se replier d'urgence sur les frontières de 1967.

5 octobre 2011 : l'Union européenne par la voix du président Sarkozy et de David Cameron somme Israël de se retirer des territoires et de reconnaître l'Etat de Palestine.

6 octobre 2011 : une vague de manifestations violentes secouent les territoires sous l'Autorité palestinienne et enflamment les rues d'Europe de l'Ouest contre Israël accusé de persécuter les Palestiniens. La Ligue arabe et l'Organisation de la Conférence Islamique demandent que la résolution 1973 autorisant les frappes contre la Lybie pour protéger des populations civiles en danger soit mise en oeuvre pour protéger le peuple palestinien en danger.

7 octobre 2011 : Jour de Kippour. Forts de la résolution du Conseil de sécurité, le Hamas et le Hezbollah font pleuvoir une pluie de missiles sur Israël. Le quartier des gratte-ciels de Tel Aviv est touché, même si le dispositif du « dôme d'acier », encore peu développé, a protégé les lieux stratégiques. Israël bombarde Beyrouth et Gaza.

9 octobre 2011 : Le Conseil de sécurité vote l'envoi d'une force d'interposition de l'ONU « pour éviter le bain de sang ». France, Angleterre, Espagne, Suède et Hollande proposent de fournir le contingent militaire. Obama les assure de son soutien pour « sauver Israël ».

10 octobre 2011 : Israël s'oppose à cet envoi alors que les condamnations mondiales pleuvent à son encontre.

11 octobre 2011 : des partis de la coalition se retirent du gouvernement qui n'a plus la majorité. A Tel Aviv, défilent dans les rues les pacifistes israéliens. Le président Peres autorise la formation d'un gouvernement de transition sous la houlette de Tzipi Livni et du parti Kadima, sans passer par des élections, au vu de l'urgence. Son premier acte est d'ordonner le repli hors des Territoires. 300 000 Israéliens s'enfuient en hâte vers la zone côtière, dans la région de Tel Aviv. La situation à Jérusalem reste incertaine. Des secteurs de la population quittent la ville où règne la terreur entretenue par des snippers isolés.

12 Octobre 2011 : l'Etat de Palestine est proclamé à l'Orient House de Jérusalem. Dans sa déclaration d'indépendance, le nouvel Etat réclame un couloir territorial divisant Israël en deux, pour réunir la Cisjordanie à Gaza et annonce ses revendications sur 46 % des terrains de Jérusalem Ouest³. Il concède aux Juifs le droit de prier pour des périodes temporelles réduites devant le Kotel. Le quartier juif de la vieille ville et il va sans dire les nouveaux quartiers juifs sont revendiqués. Il inscrit dans sa déclaration d'indépendance le droit au retour dans l'Etat d'Israël des descendants des réfugiés palestiniens. Premier jour de la fête de Soukkot.

13 octobre 2011 : des milliers d'Israéliens fuient Jérusalem. Les Arabes israéliens sous la houlette de leurs députés à la Knesset, notamment la députée Zouabi qui avait prétendu en avril 2011 représenter non seulement les Arabes d'Israël mais aussi les Palestiniens des Territoires, et du « Comité de suivi arabe » se réunissent à Nazareth et dénoncent l'apartheid auquel ils se disent soumis en Israël même. Ils exigent qu'Israël renonce au caractère national juif de l'Etat. Ils en appellent à l'Assemblée générale de l'ONU pour imposer à Israël de devenir « l'Etat de tous ses citoyens ». Les secteurs arabes de Galilée, de Saint Jean d'Acre, de Jaffa et du nord du Néguev se mettent en grève générale pour obtenir satisfaction.

14 octobre 2011 : le réseau mondial BDS et les comités Palestine du monde entier engagent des manifestations dans les capitales européennes pour « sauver » les Arabes israéliens. La réprobation envers Israël est unanime dans les médias. Les agressions antisémites se multiplient en Europe.

15 octobre 2011 : L'Etat de Palestine annonce un accord militaire avec l'Iran qui installe tout le long de sa frontière avec Israël des batteries de missiles. Désormais,

le cœur d'Israël, ses zones vitales, Tel Aviv, l'aéroport de Ben Gourion, Haïfa se trouvent sous la menace permanente de la mitraille et de simples katiouchas.

16 octobre 2011 : Israël déclare la guerre à l'Etat de Palestine et ré-occupe la Cisjordanie.

18 octobre 2011 : le président Sarkozy demande la convocation du Conseil de sécurité pour condamner Israël. Ce dernier, unanime, sauf l'abstention de la Chine, menace Israël de sanctions.

19 octobre 2011 : les Palestiniens bravent le couvre feu imposé par Israël et s'affrontent à Tsahal. Le Conseil de sécurité qui siège en permanence menace Israël d'une intervention militaire s'il ne se retire pas immédiatement de Palestine. Le débat fait rage aux Etats-Unis sur cette éventualité mais il y a trois précédents : la Serbie, la Libye, la Côte d'Ivoire, sans compter l'Irak et l'Afghanistan. Dernier jour de la fête de Soukkot.

20 octobre 2011 : ...

Tous ces événements *pourraient* se produire quoique l'histoire réserve des surprises imprévues qui changent la donne d'une situation, comme la déstabilisation du monde arabe, et notamment les troubles de Syrie. Mais ces événements ne sont pas inévitables. L'exercice de simulation vise justement à réfléchir à la façon d'annuler leurs effets. L'inquiétude est, de ce point de vue, toujours créatrice car, même si les craintes ne se vérifient pas, elle aura au moins réactivé les réflexes de défense.

Les conséquences de la proclamation d'un « Etat de Palestine »

Quel est le danger impliqué par la reconnaissance d'un « Etat de Palestine » ? La transformation instantanée de la situation sur le terrain. Les territoires et Jérusalem « Est » ne seront plus sans statut comme aujourd'hui (exceptée l'annexion de Jérusalem-Est par Israël, qui n'est pas reconnue sur le plan international). Il n'y a jamais eu en effet dans le passé, lointain et proche, d'Etat de Palestine sur des territoires occupés militairement, jusqu'en 1967, par la Jordanie et l'Egypte (à Gaza), antérieurement par le Mandat britannique et plus avant par l'Empire ottoman. La reconnaissance de l'Etat projeté, surtout si ses frontières « reconnues » par l'ONU sont celles de 1967, fera d'Israël une puissance occupante d'un Etat membre de l'ONU, s'exposant à des sanctions de la part du Conseil de sécurité et à un boycott, réel cette fois ci, de la « communauté internationale ».

Ce qui accrédite la prévision pessimiste

C'est là où le climat actuel envers Israël prend toute sa signification : il nous donne une indication de la conduite éventuelle du monde envers lui, dans une

telle situation. A quoi avons nous assisté, en effet, depuis 10 ans ? A une manipulation des faits, à la transformation de la victime en accusée, de la violence en paix, à la falsification des critères de la morale, déniaut à Israël tous les droits reconnus par la charte de l'ONU à ses membres, et avant tout celui de l'auto-défense. Comme pour l'antisémitisme arabo-musulman en Europe, les puissances occidentales ont renvoyé Israël et Palestiniens dos à dos, en brouillant les critères de la justice, par parti pris en faveur de la cause palestinienne. Le rapport Goldstone fut le summum de la mauvaise foi coulée dans une formalité pseudo-juridique et institutionnelle, autorisant le haro sur Israël au nom de la morale et de la loi. Le pire est que les Etats occidentaux et en premier lieu l'Union Européenne, littéralement obsédée par Israël dans son agenda politique, et les Etats-Unis d'Obama, ont internalisé cette falsification au service de leur négociation globale avec l'islam mondial. Israël est pour eux une monnaie d'échange universelle.

Tout pourrait donc être possible de la part des « alliés » d'Israël. Il y a des précédents depuis l'invention du « droit d'ingérence » pour sauver des « populations en danger » : de la Serbie – en Europe même ! – à la Libye – en Méditerranée. C'est l'Union Européenne qui est le maillon le plus inquiétant dans le concert international et plus particulièrement la France et la Grande-Bretagne. L'état de leur opinion publique, en tout cas celle des médias, est alarmant : il donne une mesure, négative, de la légitimité d'Israël.

Le contexte actuel

Le cadre dans lequel nous vivons depuis la deuxième guerre mondiale a vacillé. Ce que nous craignons depuis dix ans *pourrait* bien se concrétiser à cette occasion. Jusqu'à ce jour, le combat s'est mené sur la scène idéologique, symbolique et intellectuelle. C'est la légitimité de l'existence même d'Israël comme Etat qui a été en question durant toutes ces années. L'attaque symbolique constitue toujours la première étape d'une agression violente. On dépeint d'abord son ennemi comme un monstre avant de l'abattre, « moralement » et « légitimement ». Vient ensuite la deuxième étape, celle de l'agression proprement dite. La mouvance pro-palestinienne mondiale pense que ce stade est arrivé. La crainte, c'est que septembre prochain ne voie le déferlement du passage à la deuxième étape.

La stratégie palestinienne

Septembre 2011 pourrait bien être le Jour J de la stratégie palestinienne. Il faut en comprendre la logique. Elle a excellé à transformer une attitude amoralisée ou violente en posture vertueuse et morale. Ainsi une attaque guerrière et

exterminatrice contre le nouvel Etat d'Israël (en 1947-8) fut transformée en « Nakba ». Le refus de se constituer en Etat et de reconnaître Israël sur la base du partage se vit transformé en colonialisme israélien. Le refus du partage de Jérusalem et de la remise des territoires (Barak en 2000) fut maquillé en révolte d'un peuple opprimé pour la libération. Les attentats contre des civils devinrent des sacrifices religieux. L'envoi d'enfants et de femmes au combat fut grîmé en crimes contre l'humanité d'Israël. La concession par Israël d'un territoire, d'une armée, d'une administration (accords d'Oslo) – ce que les Palestiniens n'avaient jamais eu – fut définie comme une occupation. Et, en Israël, le refus des citoyens israéliens arabes de s'intégrer à la nation se transforma en accusation de racisme à l'encontre de leur propre pays, etc.

La dernière falsification en date est bien sûr la rupture de tout processus de négociation avec Israël transformée en « déclaration d'indépendance » de l'Etat de Palestine occupé par Israël. Cette notion d'occupation n'a aucun statut juridique. C'est une catégorie idéologique. Et sur le plan des traités internationaux, cette initiative constitue une violation de l'article XXXI (7) de 1995 de l'accord intérimaire israélo-palestinien selon lequel les parties s'engageaient « à ne prendre aucune mesure ou décisions qui changerait le statut de la Judée-Samarie ou de la bande de Gaza en attendant le résultat des négociations sur le statut permanent ». Cela l'est aussi de la résolution 242 qui prévoit expressément de s'entendre sur « des frontières sûres et reconnues » et donc en conséquence de ne pas imposer des limites en dehors de tout processus convenu. Et de la résolution 338 qui appelle à « des négociations...entre les parties concernées...visant à établir une paix juste et durable au Moyen-Orient ».

Mais qui se soucie des traités ? Les Puissances occidentales elles mêmes qui les garantissaient les ont oubliés. Comme dans l'Algérie des années 1960 : vous négociez avec le GPRA, les « modérés », (ici le Fatah) et vous vous retrouvez avec le FLN (ici le Hamas). Les « Accords d'Evian » furent-ils jamais respectés ? Les traités ne sont dans le monde arabe que des chiffons de papier (et de ce point de vue, il faut surveiller ce qui va se passer avec le traité de paix avec l'Egypte post-Moubarak renouant avec les Frères musulmans et avec les progrès du salafisme en Jordanie). Le traité est toujours une étape vers la guerre (cf. le mythe coranique du traité de paix de Hodaybia).

C'est parce que le cœur de cible de la propagande arabe est l'Occident, et notamment l'Europe, que nous avons assisté à cette gigantesque manipulation de la morale depuis plus de 60 ans. L'objectif est de faire agir l'Europe contre Israël au bénéfice de la Palestine. En effet, Cette propagande a surfé sur une culture dans laquelle la condition de victime passée ou présente est devenue la source de la légitimité et de la moralité. L'Occident d'après la guerre de

40 et la décolonisation est traversé du sentiment d'une double culpabilité : la Shoa et le colonialisme. L'invention de la « Nakba »⁴ comme substitut de la Shoa, ou comme équivalent, montre très bien comment une affabulation de cette ampleur a pu se greffer sur l'imaginaire de la Shoa. Elle dédouanait l'Occident de sa culpabilité en la reportant sur les Israéliens, ce qui consacrait les Palestiniens, le « peuple en danger », comme le seul héritier des victimes de la Shoa et le récipiendaire unique de la culpabilité de l'Occident envers les Juifs⁵. L'arène décisive de l'*image* (et uniquement de l'image) d'Israël sur le plan international est bien l'Europe. Dans la phase où les armes réelles se taisent encore, c'est sur ce front que le combat intellectuel, idéologique, moral et juridique doit être mené.

notes

1. Ainsi de Villepin : « nous voyons bien dans l'évolution du monde arabe que c'est ce dossier qui est le dossier central, cette crise qui est la crise centrale, ce dossier étant un élément symboliquement extrêmement fort ... nous devons prendre les devants, nous devons essayer de faire avancer une réflexion commune en Israël et dans la Palestine et **si Israël refuse absolument de bouger, qu'il y ait une position commune des Européens pour dire que, eh bien, nous en tirerons les conséquences... nous ne pouvons laisser sans traitement la question palestinienne, c'est un symbole de l'injustice mondiale...** » (« Grand rendez-vous », le dimanche 24 avril sur Europe 1)

2. « C'est prévu à l'automne. Nous sommes prêts et nous avons été préparés depuis longtemps mais nous voulions nous assurer de la reconnaissance de la communauté internationale... La voix palestinienne ne sera pas seule. Elle sera reprise en chœur par des voix tout autour du monde, des voix crédibles qui diront : « oui ils sont prêts ! Oui, ils méritent un Etat ! »

3. Cf. L'universitaire Rashid Khalidi, le 25 juin 1992 : « nous devons demander un droit de compensation pour les propriétés à Jérusalem Ouest, incluant la propriété privée et la propriété publique, et après compensation seulement reconnaître la propriété israélienne ». Dans la même foulée, il affirme que 46% des terres de Jérusalem Ouest sont propriété palestinienne.

4. Que rien ne fonde : les réfugiés de 1948 – de toutes façons déjà plus des « réfugiés » 60 ans après – sont les vaincus d'une guerre d'extermination qu'ils ont lancée de concert avec la Ligue arabe sur l'Etat d'Israël naissant. Ils ne sont nullement des « victimes » mais des agresseurs vaincus. On peut aisément comparer leur destin à celui du million de Juifs du monde arabe chassés et spoliés alors qu'ils étaient en dehors du conflit. Les rescapés de la Shoa sont des victimes innocentes qui n'avaient aucune armée, ni aucun Etat, ni aucune coalition d'armées.

5. Cf. S. Trigano, *Les frontières d'Auschwitz, les ravages du « devoir de mémoire »*, Livre de Poche Hachette, 2005.